



FR

**CETTE ACTION EST FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE**

**ANNEXE 26**

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action pluriannuel en faveur de l'Afrique Sub-Saharienne 2024-2025

**Document d'action Valoriser les potentiels des diasporas via la coopération Sud-Sud :  
Entrepreneuriat et création d'emplois**

**PLAN D'ACTION PLURIANNUEL**

Le présent document constitue le programme de travail pluriannuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi qu'au sens de l'article 23 du règlement IVCDI – Europe dans le monde.

## 1 SYNTHÈSE

### 1.1 Tableau récapitulatif de l'action

<b>1. Titre</b> <b>CRIS/OPSYS</b> <b>Acte de base</b>	Valoriser les potentiels des diasporas via la coopération Sud-Sud : Entrepreneuriat et création d'emplois Numéro référence opérationnelle OPSYS: ACT-62324 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI – Europe dans le monde)
<b>2. Initiative « Équipe Europe »</b>	Oui L'Action fait partie intégrante des Initiatives Équipe Europe (IEE) pour une approche globale des migrations dans les pays du Maghreb, du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest sur la route Atlantique / Méditerranée occidentale et la route Méditerranée centrale.
<b>3. Zone bénéficiaire de l'action</b>	L'action sera menée dans les pays suivants : Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Maroc, Sénégal et Tunisie
<b>4. Document de programmation</b>	Programme indicatif pluriannuel (PIP) pour l'Afrique subsaharienne 2021-2027
<b>5. Lien avec les objectifs/résultats attendus du (des) PIP concernés</b>	Cette action contribuera au domaine prioritaire régional « Migration, mobilité et Déplacement forcé » du PIP 2021-2027. <b>Objectif spécifique 1 :</b> Contribuer au renforcement de la gestion des migrations, de la politique migratoire et de la gouvernance des migrations en Afrique subsaharienne. <b>Résultat 1.3 :</b> Dialogues politiques renforcés et engagement de haut niveau continu au niveau continental, interrégional, régional ou sous-régional sur des questions d'intérêt commun dans le domaine de la migration. <b>Résultat 1.6 :</b> La migration légale et la mobilité entre l'Afrique et l'Union européenne, ainsi qu'à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique, sont bien gérées et renforcées. <b>Résultat 1.7 :</b> Renforcement des réseaux continentaux, régionaux et multi-pays qui soutiennent les actions liées à la migration et au développement, y compris les initiatives des organisations de la société civiles et des autorités locales.

DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES				
<b>6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs</b>	<b>Domaine prioritaire 6</b> – Migration, mobilité et déplacement forcé			
<b>7. Objectifs de développement durable (ODD)</b>	<p>ODD principal (1 uniquement) :</p> <p><b>Objectif 10.</b> Réduire les inégalités dans les pays et d'un Pays à L'autre</p> <p><b>10.7</b> Faciliter la migration et la mobilité de façon ordonnée, sans danger, régulière et responsable, notamment par la mise en œuvre de politiques de migration planifiées et bien gérées</p> <p>Autres ODD importants (jusqu'à 9) et, le cas échéant, cibles :</p> <p><b>Objectif 5.</b> Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles</p> <p><b>Objectif 8.</b> Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous.</p>			
<b>8. a) Code(s) CAD</b>	15190 – Facilitation d'une migration et d'une mobilité ordonnées, sûres, régulières et responsable – (100%)			
<b>8. b) Principal canal d'acheminement</b>	Institution du Secteur Public - 10000			
<b>9. Objectifs de dépenses</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Climat <input type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input type="checkbox"/> Éducation <input type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance			
<b>10. Marqueurs</b>  (À partir du formulaire CAD)	<b>Objectif général @</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Objectif principal</b>
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion des personnes handicapées	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>Marqueurs de la convention de Rio</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif important</b>	<b>Objectif principal</b>
	Diversité biologique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	Atténuation du changement climatique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>11. Marqueurs internes et balises</b>	<b>Objectifs stratégiques</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif important</b>	<b>Objectif principal</b>
	Transformation numérique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique compétences numériques services numériques	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
	Connectivité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique énergie transports santé éducation et recherche	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
	Migration	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	COVID-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET</b>			
<b>12. Montants concernés</b>	Ligne budgétaire (ligne et poste budgétaire): 14.020120: 5 000 000 EUR Cout total estimé: 5 400 000 EUR Montant total de la contribution de l'UE: 5 000 000 EUR Cette action est cofinancée conjointement par : - le Ministère Allemand de la coopération économique et du développement (BMZ) pour un montant estimé d'environ 400 000 EUR			
<b>GESTION ET EXÉCUTION</b>				
<b>13. Type de financement</b>	<b>Gestion indirecte</b> avec Société Allemande pour la Coopération Internationale (GIZ GmbH)			

## 1.2 Résumé de l'action

Les pays cibles de cette action, à savoir la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Maroc, le Mali, le Sénégal et la Tunisie, accueillent dans leur territoire leurs diasporas respectives. Les six pays partagent également les mêmes routes migratoires, en particulier les routes qui connectent l'Afrique de l'Ouest aux parties occidentale et centrale de la Méditerranée. L'ensemble de ces pays fait partie du processus de Rabat. La collaboration bilatérale et sous-régionale entre ces six pays représente un important potentiel d'apprentissage mutuel en matière de migration et développement,

et aussi un élément indispensable pour la gouvernance directe et le soutien à l'engagement de la diaspora. Les diasporas jouent un rôle dans les dynamiques socio-économiques de leurs pays hôtes et leurs pays d'origine et leur engagement organisé par le secteur public, en coordination avec le secteur privé, pourrait contribuer à la création d'entreprises et d'emplois sur un pied d'égalité.

L'objectif général de l'action est de valoriser le potentiel des diasporas pour le développement socio-économique dans les pays cibles y compris d'un point de vue du genre et d'une approche basée sur les droits humains. Cela se fera à travers un appui constant à la coopération institutionnelle Sud-Sud pour l'engagement des diasporas et aux initiatives d'accompagnement des diasporas par les structures publiques et privées spécialisées, notamment en matière d'entrepreneuriat et d'emploi. Une attention particulière sera donnée à l'information dans les médias sur le potentiel des diasporas du sud pour le développement inclusif et durable.

Étant un projet de coopération Sud-Sud, cette action concerne des zones géographiques couvertes par différents services de la Commission européenne ; elle est complémentaire à une autre action couvrant les mêmes pays qui sera considérée par la DG NEAR dans le courant de l'année 2024. Ces deux actions correspondent aux deux composantes d'un même projet conjoint.

L'action est en ligne avec l'objectif de développement durable 10 « Réduire les inégalités dans les pays et d'un Pays à l'autre », en particulier avec la cible 10.7 « Faciliter la migration et la mobilité de façon ordonnée, sans danger, régulière et responsable, notamment par la mise en œuvre de politiques de migration planifiées et bien gérées » et aussi avec l'Objectif 5. « Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles » et l'Objectif 8 « Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous ».

L'action se déroulera au long des routes Atlantique/Méditerranée occidentale et Méditerranée centrale, et contribuera au domaine prioritaire régional « Migration, mobilité et Déplacement forcé » du PIP 2021-2027, en particulier pour ce qui concerne l'objectif spécifique 1 « Contribuer au renforcement de la gestion des migrations, de la politique migratoire et de la gouvernance des migrations en Afrique subsaharienne ». L'intervention cible trois résultats de cet objectif spécifique : Résultat 1.3 « Dialogues politiques renforcés et engagement de haut niveau continu au niveau continental, interrégional, régional ou sous-régional sur des questions d'intérêt commun dans le domaine de la migration » ; Résultat 1.6 « La migration légale et la mobilité entre l'Afrique et l'Union européenne, ainsi qu'à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique, sont bien gérées et renforcées » et Résultat 1.7 « Renforcement des réseaux continentiels, régionaux et multi-pays qui soutiennent les actions liées à la migration et au développement, y compris les initiatives des organisations de la société civiles et des autorités locales ».

Le projet sera structuré autour de trois domaines clés : coopération sud-sud entre la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Maroc, le Mali, le Sénégal et la Tunisie (niveau politique et institutionnel) ; services publics et écosystème entrepreneurial de support aux investissements des diasporas en termes d'entrepreneuriat pour l'emploi ; media et communication sur la migration et le développement durable. Les questions transversales des droits humains et du point de vue du genre seront intégrées dans la mise en œuvre.

L'action contribuera à concrétiser la vision commune pour 2030 définie lors du dernier sommet entre l'Union européenne et l'Union africaine, tenu en février 2022. Elle contribuera aussi aux volets 1 « Migration légale et mobilité » et 5 « Migration & Développement » des Initiatives Équipe Europe dans le domaine de la migration pour la Route Atlantique / Méditerranée occidentale et la route de la Méditerranée centrale.

### 1.3 Zone bénéficiaire de l'action

L'action sera mise en œuvre en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Mali, au Maroc, au Sénégal et en Tunisie qui figurent tous sur la liste des bénéficiaires de l'aide publique au développement.

## 2 JUSTIFICATION

### 2.1 Contexte

La Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali, le Maroc, le Sénégal et la Tunisie partagent les mêmes routes migratoires, en particulier la route qui connecte l'Afrique de l'Ouest à la partie occidentale et centrale de la Méditerranée. Le Maroc, le Sénégal, la Côte d'Ivoire et la Tunisie sont à la fois des pays de départ, de transit et de destination, notamment en raison de leur offre éducative, et leurs frontières sont des sites communs de mouvements inter-régionaux. La Guinée et le Mali sont principalement des pays d'origine et de transit.

Tout au long des routes migratoires, on observe la coexistence de flux de migration irrégulière, vers les Iles Canaries et la côte nord du Maroc, et d'autres flux de mobilité ouest-africaine à travers la Mauritanie, traditionnellement liés à la transhumance, à l'agriculture et au commerce. La route migratoire de Méditerranée centrale est la plus dangereuse (conflit en Lybie) et au cœur de cette route se trouve la Tunisie. Parallèlement à l'approche sécuritaire de lutte contre la migration irrégulière, il est nécessaire d'apporter des réponses qui s'attaquent aux causes de la migration irrégulière, à travers des programmes pour l'entrepreneuriat, le soutien aux coopératives, des programmes d'emploi pour les jeunes, le développement des compétences des jeunes sur le principe de « ne laisser personne par compte » et par la formalisation des travailleurs de l'économie informelle en vue de leur participation, sur un pied d'égalité.

Les pays bénéficiaires de cette action, à savoir la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali, le Maroc, le Sénégal et la Tunisie, accueillent dans leur territoire leurs diasporas respectives<sup>1</sup>. À ce niveau, quelques données sont produites par le « EU Global Diaspora Facility » (EUDiF), Selon EUDiF, par exemple, il y aurait plus de 500.000 Maliens en Côte d'Ivoire, et plus de 180.000 Ivoiriens au Mali. Selon les données UNDESA (« migrant stock », année 2020), en 2020 au Mali il y avait 24.000 Sénégalais et 41.000 Guinéens ; en Côte d'Ivoire, plus de 30.000 Sénégalais et 167.000 Guinéens ; au Sénégal, 35.000 Maliens et 53.000 Guinéens ; en Guinée, 45.000 Maliens. Ces membres des diasporas ont des statuts juridiques différents (migrant, réfugié...) qui peuvent influencer sur les opportunités d'investir dans leur pays d'origine ou dans un pays de destination.

Les diasporas jouent un rôle dans les dynamiques socio-économiques de leurs pays hôtes et leurs pays d'origine et leur engagement organisé par le secteur public, en coordination avec le secteur privé, pourrait contribuer à la création d'entreprises et d'emplois et au partage de know how dans les pays concernés avec un accent particulier sur les femmes. Ceci rentre dans une perspective de coopération inclusive Sud-Sud en phase avec les différentes initiatives continentales notamment la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf) dont les six pays sont signataires et la zone de libre circulation de l'espace CEDEAO pour le Mali, la Guinée, la Côte d'Ivoire et le Sénégal. Il faut également rappeler le Cadre politique de la migration pour l'Afrique (MPFA) de l'Union africaine (UA) qui à travers l'Agenda 2063, confirme le lien entre la migration et le développement durable.

Quatre des pays cibles font partie de l'espace CEDEAO pour lequel la mobilité intrarégionale est une composante essentielle de sa construction. Un espace qui recherche l'optimisation des bénéfices de cette mobilité intrarégionale et ainsi que celle vers d'autres pays du continent tel que les pays du Maghreb (Maroc, Tunisie). Faute d'intégration maghrébine, les pays d'Afrique du Nord se sont davantage tournés vers les pays de l'Afrique de l'Ouest avec lesquels ils partagent une certaine proximité culturelle (religion, langue) et historique (colonisation). Un intérêt qui se manifeste à travers une constante progression des infrastructures et relations commerciales (route transsaharienne, liaisons aériennes, transports maritimes avec Tanger Med...). Des liens qui se manifestent également à travers des accords sur la mobilité humaine (bourses d'étudiants, programmes d'échanges, visa, MoU en matière de migration pour certains pays...).

La coopération Sud-Sud se base sur l'échange des connaissances et ressources, dans le but d'identifier des pratiques efficaces, adaptées aux contextes locaux. Dans cet esprit, le projet Action de Coopération Sud-Sud en matière de migration (ACSS) a été mis en œuvre par GIZ et Expertise France (EF) de 2019 à 2022 dans les pays suivants : Maroc,

<sup>1</sup> Chiffres officiels non disponible.

la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Mali. Financé par la fenêtre Afrique du Nord du Fonds Fiduciaire gérée par la DG NEAR, ce projet a visé à valoriser les relations de coopération entre ces pays en mettant en avant le potentiel des mobilités migratoires pour le développement inclusif et durable. En vue de continuer à appuyer ces efforts, la DG INTPA et la DG NEAR ont entamé des discussions à partir d'avril 2023 pour soutenir la suite de ce projet, et en particulier les deux thématiques les plus pertinentes au vu de leur synergie à savoir : d'une part le lien entre migration et développement et d'autre part, la mobilité sud-sud. L'idée étant de développer un nouveau programme « *Valoriser les potentiels des diasporas via la coopération Sud-Sud* » conforme aux normes internationales en matière de genre et d'une approche basée sur les droits humains qui repose sur ces thématiques et comprendrait deux composantes :

- Composante 1 : « Mobilité étudiante et insertion professionnelle des jeunes diplômés » ;
- Composante 2 : « Entrepreneuriat et création d'emplois ».

La première composante, dont le développement devra faire partie d'une action de financement complémentaire, sera centrée sur la gouvernance et les processus de mobilité des étudiants et jeunes diplômés entre le Sénégal, la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Maroc et la Tunisie et selon une approche en ligne avec les thématiques migration/développement et mobilité sud-sud favorisant l'employabilité des étudiants et leur insertion professionnelle.

La seconde composante, qui fait l'objet de ce document d'action et concerne les mêmes pays, comprend des activités qui seront centrées sur les aspects liés aux investissements des diasporas pour l'entrepreneuriat et à la création d'emploi, y compris du point de vue du genre ainsi qu'intersectionnel. Ces activités seront mises en œuvre par la GIZ. Cette action s'appuiera sur un tronc commun pour assurer une approche coordonnée dans la mise en œuvre de ces deux composantes d'un même programme avec notamment une structure de gouvernance et une stratégie de communication communes.

Cette action s'inscrit dans une perspective Équipe Europe, initiative lancée par l'Union Européenne et ses partenaires africains à la suite du sommet UE-UA de février 2022 qui a érigé la migration et la mobilité en priorité politique commune aux deux continents dans la vision commune de l'Afrique et de l'Europe pour 2030. L'action est axée sur les routes migratoires de l'Atlantique et de la Méditerranée occidentale et centrale. Ce projet se base sur le Plan d'Action Conjoint de La Valette (PACV 2015), qui vise à soutenir les partenaires africains et européens en renforçant la gouvernance de la migration.

Au niveau continental, il faut rappeler que depuis le 2012, lors du Sommet mondial de la diaspora africaine tenu à Sandton, en Afrique du Sud, les chefs d'État et de gouvernement africains ont adopté une déclaration qui a ouvert la voie au développement et à la mise en œuvre du programme de l'Union africaine pour la diaspora. Dans le Protocole sur les Amendements à l'Acte Constitutive de l'Union Africain (2003), dans l'article 3, parmi les objectifs de l'Union, il a été ajouté : « Inviter et encourager la participation effective des Africains de la diaspora, en tant que partie importante de notre continent, à la construction de l'Union Africaine ».

En termes de politiques nationales relatives à la migration et à la diaspora, les pays ne sont pas au même stade d'avancement de mise en œuvre, mais tous se sont outillés de stratégies spécifiques. Les pays cibles doivent faire face à des nombreux défis par rapport à la mise en œuvre de leur politique migratoire, au stade de leur développement socio-économique et à la situation sécuritaire de la sous-région. Ils partagent également des opportunités similaires, liés à la mobilité intrarégionale, à la diaspora et son potentiel de création d'emploi et à la réinsertion des migrants de retour. Dans cette perspective, il est fondamental d'intégrer le concept de migration, dans toute sa complexité, dans les politiques sectorielles (éducation, soutien à l'entreprise, formation professionnelle, emploi). Cette intégration, qui est déjà en cours, aussi grâce à l'appui du projet ACSS, pourra permettre le développement de formes de partenariats public-privé pour l'engagement des diasporas, et plus d'opportunité de travail pour les populations, en particulier les jeunes.

Cette action s'appuiera sur les apprentissages d'actions précédentes (voir section 3.4 Risques et enseignements tirés), elle exploitera les synergies avec celles en cours sur les migrations<sup>2</sup> et l'entrepreneuriat<sup>3</sup> des jeunes en se focalisant

<sup>2</sup> Comme : EU Global Diaspora Facility (EUDiF) – phase II ; PRIME sur les envois de fonds de la diaspora (Sénégal, Maroc) ; FMM II.

<sup>3</sup> Comme: (Investing in Young Businesses in Africa - Supporting Entrepreneurial Ecosystem Development) et IYBA WE4A (Women Entrepreneurship for Africa). IYBA SEED (Enabel) vise à renforcer durablement l'écosystème de l'entrepreneuriat dans cinq pays africains (y compris le Sénégal), et IYBA WE4A offre aux femmes entrepreneures une formation et un accès au financement pour lancer et agrandir leurs entreprises. GIZ met en œuvre le programme en partenariat avec la Fondation Tony Elumelu), African Business Incubator Communities, Europe - Africa Business Forum (EABF) Permanent Structure"; PAISD (Sénégal).

sur les besoins spécifiques des diasporas, et elle complètera d'autres initiatives financées par les agences de coopération des États Membres<sup>4</sup>.

L'Allemagne est guidée par une approche globale et intégrée qui inclut la migration professionnelle, le retour et la réinsertion, les transferts de fonds ainsi que la coopération avec les diasporas. Dans ce cadre, la GIZ au nom du BMZ apporte son soutien aux gouvernements partenaires pour développer leurs propres politiques migratoires.

La GIZ à travers le Centre Tuniso-Allemand a élaboré une approche holistique et flexible qui prend en compte les besoins des migrants de retour, tant dans leur pays d'accueil que dans leur pays d'origine. Il s'agit d'un processus multi-acteur visant à fournir un accompagnement personnalisé aux migrants. Ce processus « transnational » développé par la GIZ vise principalement à guider le migrant de retour depuis son pays d'accueil jusqu'à son arrivée dans son pays d'origine. Des centres similaires existent au Maroc il s'agit de l'Espace d'Information Maroc-Allemand (EIMA) pour la migration et l'insertion professionnelle ainsi qu'au Sénégal à travers le Centre sénégal-allemand d'information Emploi, Migration et Réintégration. Une expérience qui peut être mise à contribution dans une perspective Sud-Sud.

La GIZ Maroc a également développé une collaboration avec l'incubateur Bond'innov qui est membre du consortium ENRICH IN AFRICA<sup>5</sup>, financé par l'Union Européenne et qui vise, entre autres, de connecter les écosystèmes d'incubation et d'accélération. Bond'innov dispose d'une structure au Maroc (Casablanca) au Sénégal (Dakar) et en Tunisie (Tunis). Cet incubateur a été impliqué dans MeetAfrica en Côte d'Ivoire.

La composante du programme : *Entrepreneuriat et création d'emplois* s'inscrit dans le cadre du projet « *Potentiels de la migration et de la réintégration sociale et économique* » (POMIRE), financé par le BMZ au Maroc comme suite du projet RECOSA/ACSS. Des synergies existent notamment à travers les axes 2 (modernisation des services d'intégration socio-économique destinés aux diasporas) et 3 (accompagnement pour la création et l'accélération d'entreprises innovantes valorisant le potentiel de la migration) du projet POMIRE.

D'autres synergies seront mises à profit avec l'ensemble du portefeuille Migration de la coopération allemande au Maroc et dans les pays partenaires notamment le projet *Enfants et jeunes sur les routes migratoires en Afrique du nord et de l'ouest* (financé par la coopération Suisse), le projet ZME et ses centres de conseil EIMA, le projet THAMM en matière de mobilité professionnelle envers l'Europe, tous deux co-financés par l'UE et le BMZ. Le programme proposé s'appuiera également sur des synergies avec d'autres projets de la coopération allemande pertinents en matière d'entrepreneuriat et de création d'emploi dans les différents pays partenaires (projet EDMEJ en Tunisie avec un co-financement BMZ-UE).

Des complémentarités avec les projets MeetAfrica (phase II par EF) et Link Up Africa (ENABEL) seront également recherchées. Par ailleurs, une coordination sera assurée avec le nouveau Projet « Migrations régionales et diasporas » de l'AFD et EF.

## 2.2 Analyse des problèmes

Brève analyse des problèmes :

Les pays cibles sont traversés par les mêmes routes migratoires et hébergent les diasporas respectives. Les diasporas jouent un rôle significatif dans le développement de leurs pays de destination et d'origine. En particulier, l'investissement dans l'entrepreneuriat est très important en vue de la création d'opportunités de travail équitable. La population dans les pays cibles, en ligne avec les tendances du continent, est majoritairement composée de jeunes, qui aspirent à des conditions de vie meilleures. Les projections démographiques démontrent aussi que la population africaine dans les années à venir continuera sa croissance. Mobiliser la diaspora pour l'entrepreneuriat et l'emploi dans les pays cibles représente une solution importante pour dynamiser le développement économique local, augmenter les opportunités de travail et l'inclusion sociale. Mais la mise en œuvre de mécanismes de coopération bilatérale, ou multilatérale, dans le domaine de l'engagement des diasporas est encore peu développée.

<sup>4</sup> Comme le projet AFD-Enabel « Migrations régionales et diasporas » (Sénégal, Guinée et Côte d'Ivoire entre autres), DIASDEV de l'AFD (Sénégal, Maroc, et Côte d'Ivoire entre autres), la deuxième phase du projet CRPM de l'AFD sur la coopération interinstitutionnelle.

<sup>5</sup> <https://www.enrichinafrica.com>

Trois clusters de problèmes ont été identifiés (coordination politique et stratégie ; écosystème d'appui à l'entrepreneuriat ; communication), à travers le dialogue avec les parties prenantes dans les pays cibles et l'analyse des études dédiées au sujet. A ces trois clusters nous devons ajouter la question transversale relative à l'autonomisation sociale et économique des femmes dans toute leur diversité (y compris des personnes vivant avec un handicap, au milieu rural ou personnes déplacées). Les quatre catégories de problèmes révèlent des connections très étroites entre elles.

Par rapport au niveau politique et aux services publics dédiés à la diaspora on constate une faible coordination (horizontale, au niveau des ministères et agences, et verticale, entre gouvernement central et local) en termes de mise en œuvre efficace des politiques publiques. En plus, la question de la migration liée au développement durable, incluant les thématiques de la diaspora et de l'inclusion des migrants de retour, ne sont pas encore intégrées dans les politiques sectorielles de soutien aux entreprises et de création d'emploi.

Souvent les agences publiques doivent faire face à des ressources humaines et financières limitées (y compris un déficit de digitalisation des services, surtout en Afrique de l'Ouest). Au niveau national, en termes de services d'accompagnement, la décentralisation et la déconcentration des services d'appui aux entreprises au niveau local fonctionnent seulement dans certaines régions. D'un autre côté, la mise en réseau des agences dédiées à l'emploi n'est pas encore achevée. En général, il manque aussi un relais à l'international pour les agences publiques en vue d'informer la diaspora sur les potentialités d'emplois et d'entrepreneuriat.

Un dialogue de haut niveau entre les gouvernements des pays cibles pour renforcer la coordination institutionnelle, aussi que l'accompagnement d'une coopération décentralisée Sud-Sud entre régions, comme démontré dans le cas du projet ACSS, pourront appuyer les pays dans leurs démarches et assurer l'action politique nécessaire (stratégie et mise en réseau).

Les acteurs politiques pertinents dans les pays cibles ont une connaissance inégale de la diaspora et de son potentiel, surtout à cause d'un manque d'informations et données fiables et actualisées. Au même moment, il y a une faiblesse dans l'analyse du marché du travail et de son évolution, avec une approche intersectionnelle.

Une collaboration avec le *Policy Center for the New South* (PCNS), un think tank marocain, est envisagée pour engager une réflexion sur une thématique liée à la mobilité Sud-Sud qui pourrait produire des recommandations concrètes que les pays partenaires pourraient adopter.

Une stratégie de renforcement des capacités pour les agences publiques qui s'occupent de diaspora, en ligne avec leur planification interne, et un partenariat avec les universités et les centres de recherche, permettront une meilleure performance des acteurs publics et la mise en œuvre des lignes directrices politiques.

Par rapport à l'écosystème des acteurs d'appui à l'entrepreneuriat, il manque d'abord un concept d'accueil des membres de la diaspora. Aussi, le mécanisme de communication et coordination entre institution et diaspora est faible, avec des aspects négatifs liés à la confiance réciproque. Cette problématique est transversale pour tous les pays, avec des nuances différentes liées aux contextes spécifiques. En termes de cadre réglementaire, malgré les efforts, l'environnement des affaires n'est pas toujours favorable (bureaucratie, frais d'importation, coûts élevés d'envois de fonds, taxes).

Pour ce qui concerne le Mali, la Côte d'Ivoire et la Guinée, il y a des difficultés liées aux enjeux de politiques internes et à la perception parfois négative des membres de la diaspora. Pour le Mali, la situation sécuritaire aussi, joue un rôle négatif sur les possibilités d'investir. Si des activités avaient lieu au Mali (notamment dans les régions du sud ou à Bamako), elles excluraient explicitement toute forme de soutien aux autorités gouvernementales. À moins que la situation au Mali ne s'améliore et que la Commission européenne décide de lever les restrictions actuelles, toute activité menée au Mali viserait exclusivement à bénéficier à la population et pourrait inclure uniquement un soutien aux OSC et aux acteurs privés.

À cela s'ajoutent les difficultés liées à une insuffisante éducation financière pour les porteurs de projets. Cette problématique est perçue surtout dans les pays de l'Afrique de l'Ouest

Les opérateurs privés doivent faire face aussi à un manque d'analyses et études de marché (surtout pour la Côte d'Ivoire, le Mali et le Sénégal). D'un côté, les entrepreneurs de la diaspora ont leurs relations sociales et une compréhension du marché dans leur pays d'origine ; mais pour prendre la décision d'investir, il faut aussi le support des conseillers et des institutions appropriées. Les porteurs de projets de micro-entreprises parfois ne sont pas en mesure d'avoir les informations sur les prérequis nécessaires pour concrétiser leur projet d'investissement

<sup>6</sup> <https://www.policycenter.ma/index.php/maroc>



(diplôme, autorisations administratives, secteur d'activités sensible/stratégique, durabilité environnementale et climatique). Il manque aussi des systèmes de formation et d'accompagnement coordonnés et efficaces pour les porteurs de projet d'entreprise, en particulier pour les femmes dans toute leur diversité (y compris des personnes vivant avec un handicap, au milieu rurale ou personnes déplacées) et les jeunes entrepreneurs.

Si l'on analyse la relation entre les domaines de l'entrepreneuriat et de l'emploi, avec la dimension de genre, il y a plusieurs défis par rapport à l'autonomisation des femmes dans le contexte socio-économique de l'action. Au Maroc, les femmes qui gèrent une entreprise ou coopérative ne sont pas nombreuses. Les femmes continuent d'être sous-représentées aux postes de responsabilités dans les entités du secteur privé. En général, malgré les avancées du point de vue législatif, la participation des femmes dans la vie active marocaine reste faible et constitue un facteur clé de l'inégalité entre les sexes (USAID/Maroc Analyse de Genre Rapport Final 2020<sup>7</sup>).

Selon les indices de la Banque africaine de développement (BAD) et de l'OCDE, pour ce qui concerne les pays de l'Afrique de l'Ouest, l'autonomisation économique et sociale des femmes est encore faible. Les niveaux les plus élevés de discrimination dans les institutions sociales sont liés à la sphère familiale : répartition inégale du travail et responsabilités domestiques non rémunérées et forte prévalence du mariage des filles de moins de 18 ans. Des écarts existent entre les sexes en matière de participation au marché du travail, en particulier dans l'administration et les services publics. Les femmes du secteur sont souvent confrontées à des obstacles qui les empêchent d'accéder à des conditions de travail sûres et décentes, tels que des lois discriminatoires, un manque d'accès à l'éducation et à la formation, et une représentation limitée dans les processus de prise de décision.<sup>8</sup> Les femmes travaillent souvent dans des cadres informels (agriculture, commerce), elles sont rarement propriétaires de terres agricoles et elles ont un taux de possession de compte bancaire encore faible.

Des espaces pour les rencontres techniques entre agences publiques et représentants de la diaspora seront mis en place, pour établir un dialogue sensible au genre finalisé à la coparticipation pour des solutions concrètes. En même temps, des ateliers techniques avec les agences publiques (entrepreneuriat et emploi) pourront aboutir à la création d'outils tant pour l'innovation et l'efficacité des services que pour une communication efficace. Des formations spécifiques pour les porteurs des projets seront mises en place, en coordination avec les partenaires dans chaque pays, selon les besoins relevés en termes d'éducation financière, gestion des projets, entrepreneuriat, etc. Les incubateurs privés seront aussi impliqués avec une approche holistique vers les porteurs de projet.

Par rapport à la sphère de l'information, les médias rapportent généralement l'engagement et les « success stories » des diasporas établis dans les pays de l'OCDE, mais peu d'informations sont relayées sur les diasporas ayant un parcours migratoire dans la sous-région ou à l'échelle continentale. Cette action a pour objectif de visibiliser les trajectoires et parcours migratoires sud-sud afin d'apporter une vision positive de l'apport de cette diaspora qui est moins valorisée que celle du nord. Une approche communicationnelle volontaire impliquant différents acteurs des médias régionaux (école de journalisme, agence de presse, organisations de la société civile...) nous permettra de relever ce défi. Une démarche qui pourrait faire l'objet d'un accompagnement et une collaboration avec la Deutsche Welle.

Les activités de formation pour les journalistes (en incluant dans les thèmes l'approche droits humains et l'égalité des sexes), et les concours dédiés aux media, peuvent améliorer la connaissance du phénomène et un narratif plus équilibré sur la migration et notamment la contribution des diasporas du sud.

Les pays-cibles de cette action ont chacun leurs spécificités par rapport au développement socio-économique et au niveau de l'engagement de la diaspora. Cependant, les principaux obstacles et problèmes auxquels les pays doivent faire face, sont souvent similaires et seront traités en phase d'exécution tout en tenant compte des spécificités nationales, pour adapter les activités au contexte de chaque pays.

Indication des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action :

Les représentants ministériels (en charge des questions migratoires et de la diaspora, en charge du soutien à l'activité des entreprises et en charge de l'emploi) prendront part aux rencontres de haut niveau (dialogues multi-acteurs) pour garantir l'engagement au niveau politique et appuyer une approche commune dans les pays cibles.

<sup>7</sup> <https://mrawomen.ma/wp-content/uploads/doc/Francais%20Gender%20Analysis%20Report%20March%202018.pdf>

<sup>8</sup> ECOWAS Women entrepreneurs meeting CEDAO, 8 mars 2023.

En particulier, une forte coordination institutionnelle sera créée avec les Direction Générales des Ministères des Affaires Étrangères en charge de la migration et de la diaspora pour le Maroc, le Sénégal, la Côte d'Ivoire et la Guinée ; au Mali le Secrétariat Général du Ministère des Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine ; en Tunisie, l'Office des Tunisiens à l'étranger (OTE), sous la direction du Ministère des Affaires Sociales.

Les agences étatiques (d'appui aux entreprises, pour l'emploi et la formation professionnelle) participeront aux activités techniques et de mise en œuvre du projet. Les représentants du gouvernement au niveau local (conseils régionaux) seront aussi associés pour la mise en œuvre au niveau local des activités.

Les représentants de la diaspora et du secteur privé seront associés aux rencontres/dialogues/ateliers technique pour assurer leur engagement, le dialogue avec le secteur public et une prise en charge de leurs besoins.

Les Universités et centres de recherche ; les écoles de journalisme et les médias assureront la diffusion des études, reportages et outils de communication pour accroître la connaissance et améliorer la communication liée aux défis et opportunités de la coopération Sud-sud, de la diaspora, le soutien à l'entreprise et la création d'emploi.

Les bénéficiaires finaux et titulaires de droits sont les représentants des diasporas, porteurs de projets, qui bénéficieront des activités du projet et qui pourront établir leur activité économique (entreprise ou coopérative). Bénéficiaires finaux sont aussi les membres des diasporas, ou citoyens, qui seront employés par les entreprises ou coopératives, ou dans le cadre des projets publics au niveau locale financés par les membres des diasporas.

Les Mécanismes chargé de la promotion de l'égalité de genre les différents ministères (des Affaires de la Femme, de l'Égalité des Genres ...) et institutions (l'Institut/Centre des Femmes...), les points focaux du genre ou les représentants des organisations de femmes (d'affaires) dans les comités techniques, les comités directeurs, les plates-formes ou d'autres lieux de prise de décision seront impliqués pour que les besoins, intérêts et droits des femmes puissent être entendus.

### 3 DESCRIPTION DE L'ACTION

#### 3.1 Objectifs et produits

L'objectif général (impact) de cette action est de valoriser le potentiel des diasporas pour le développement socio-économique dans les pays cibles<sup>9</sup>.

Les objectifs spécifiques (effets/réalisations) de cette action sont:

1. Renforcer la coopération institutionnelle Sud-Sud pour l'engagement des diasporas.
2. Promouvoir l'accompagnement des diasporas par les structures publiques et privées spécialisées en matière d'entrepreneuriat et emploi.
3. Améliorer l'information dans les médias sur le potentiel des diasporas pour le développement dans les pays cibles.

Les produits à fournir dans le cadre de cette action contribuant aux objectifs spécifiques (effets / réalisations) correspondants sont les suivants:

Contribuant l'objectif spécifique 1 (effet/réalisation 1) :

- 1.1 Renforcement de la coordination des politiques de promotion de l'investissement des diasporas visant à la création d'emploi au niveau sous-régional, national et local en tenant en compte une approche genre et basée sur les droits humains.
- 1.2 Élaboration de Convention(s) de coopération entre les régions partenaires des pays concernés portant sur le développement régional via l'engagement de leurs diasporas, y compris d'un point de vue du genre et d'une approche basée sur les droits humains.
- 1.3 Révision des Plans stratégiques sectoriels avec l'intégration des thématiques liées à l'engagement de la diaspora pour l'emploi, et avec une attention particulière à l'approche droits humains et à la dimension de genre.

<sup>9</sup> (Maroc, Sénégal, Cote d'Ivoire, Mali et possiblement Tunisie et Guinée selon les résultats de la phase de démarrage)

1.4 Renforcement de la mise en réseau des agences spécialisées des pays cibles (emploi, formation professionnelle, appui à l'entrepreneuriat, diaspora) avec une approche axée sur le genre et fondée sur les droits humains.

Contribuant l'objectif spécifique 2 (effet/réalisation 2):

- 2.1 Renforcement de la coordination entre représentants de la diaspora et les agences publiques spécialisées dans les pays concernés.
- 2.2 Renforcement des connaissances des acteurs clés publiques et privés dans les pays concernés en matière de diaspora pour le développement (entrepreneuriat et création d'emploi) et pour la promotion de l'égalité de genre.
- 2.3 Appui aux porteurs de projets de la diaspora pour l'acquisition des capacités nécessaires pour le démarrage et le développement de leurs projets d'entrepreneuriat avec une attention particulière aux femmes entrepreneures dans toute leur diversité ainsi que à la durabilité environnementale et climatique.

Contribuant l'objectif spécifique 3 (effet/réalisation 3):

- 3.1 Renforcement des connaissances des journalistes et représentants des média sur les secteurs d'activités où les migrants/diaspora sont les plus actifs ou représentés, y compris dans la dimension de genre.
- 3.2 Élaboration des produits d'information sur les secteurs porteurs pour les travailleurs migrants et pour les investissements de la diaspora, avec une attention particulière pour la dimension genre et d'une approche basée sur les droits humains.
- 3.3 Révision des stratégies de communication des agences spécialisées avec la diaspora, y compris sous le prisme du genre.

## 3.2 Activités indicatives

Activités liées au produit 1.1:

- Conduite de dialogues (forums) multi-acteurs Sud-Sud sur l'engagement des diasporas des pays cibles : Coordination et approche communes au niveau sous-régional, national et local (politiques pour l'investissement des diasporas et la création d'emploi)

Activités liées au produit 1.2:

- Accompagnement à la coopération décentralisée Sud-Sud entre régions partenaires en matière d'engagement des diasporas pour le développement régional (dans la planification stratégique et sa mise en œuvre) y compris d'un point de vue du genre et d'une approche basée sur les droits humains.

Activités liées au produit 1.3:

- Renforcement d'une coopération Sud-Sud orienté vers un développement local inclusif en matière de planification stratégique pour l'engagement des diasporas et le développement régional : Appui à la planification stratégique -assistance technique (niveau central et local, dans les régions cibles).

Activités liées au produit 1.4:

- Renforcement des réseaux entre les agences spécialisées (emploi, formation professionnelle, appui à l'entrepreneuriat, diaspora) : Assistance technique pour augmenter la capacité<sup>10</sup> de réseautage des agences

Activités liées au produit 2.1:

- Ateliers techniques avec les représentants des diasporas dans chaque pays : L'atelier technique est coordonné par le Ministère compétent en matière de diaspora.

Activités liées au produit 2.2 :

- Partenariat avec les universités et les centres de recherche indépendants
  - Élaboration d'études prospectives et
  - Mise à jour des cartographies des diasporas.
  - Analyses de genre sectorielles.

<sup>10</sup> Des synergies avec EUDiF, qui dispose d'une [liste d'experts de la diaspora](#), seront recherchées.

#### Activités liées au produit 2.3 :

- Développement d'un programme de formation pour les porteurs de projets – Académie de l'Investissement et concours de projets d'investissement de la diaspora :
  - Ateliers sur l'élaboration de modèles économiques (mentorat et accompagnement pour la mise en œuvre). En collaboration avec les services publiques, les incubateurs et les partenaires privés.
  - Secteurs : agriculture, green jobs, artisanat, industries créatives et culturelles, économie sociale et solidaire (support pour les coopératives de femmes et les femmes entrepreneurs).

#### Activités liées au produit 3.1:

- Formation/sensibilisation de journalistes ou étudiants journalistes de façon qui favorise l'égalité et les respects des droits humains

#### Activités liées au produit 3.2 :

- Concours média / journalistique : Développement d'un cahier des charges communs pour les différents supports (blog, compte Instagram, page web...) et une charte pour l'ensemble des pays favorisant l'accès à l'information des diasporas.

#### Activités liées au produit 3.3:

- Assistance technique pour la révision de stratégies de communication des ministères en charge de la diaspora
- Atelier technique pour la définition / mise à jour des stratégies de communication et la cohérence de la communication des différents départements en charge de l'investissement, de l'emploi et de la diaspora.

En cohérence avec l'approche d'apprentissage entre pairs et l'esprit de la coopération Sud-Sud, cette action impliquera dans toute la mesure du possible l'expertise locale dans son offre d'assistance technique. Au cours de l'été 2023, l'action prévue et ses principales activités indicatives ont été soulevées avec les parties prenantes concernées dans la plupart des pays partenaires ciblés par cette action (à l'exception de la Guinée et de la Tunisie, deux nouveaux pays prioritaires pour lequel une phase de démarrage spécifique sera prévue) en tant que suivi potentiel du projet ACSS précédent.

La contribution de l'UE à l'initiative «Équipe Europe», à laquelle cette action se réfère, sera complétée par d'autres contributions des membres de l'«Équipe Europe». Elle est soumise à la confirmation formelle de la contribution significative de chaque membre respectif dans les meilleurs délais. Si les initiatives «Équipe Europe» et/ou ces contributions ne se concrétisent pas, l'action de l'UE peut se poursuivre en dehors du cadre d'une initiative «Équipe Europe».

### 3.3 Intégration des questions transversales

#### **Protection de l'environnement et changement climatique**

##### **Résultats de l'examen préalable de l'évaluation environnementale stratégique (EES)**

Il ressort de l'examen préalable de l'évaluation environnementale stratégique (EES) qu'aucune autre action n'était requise.

##### **Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)** (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet)

L'examen préalable de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) a classé l'action en tant que catégorie C (aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire)].

##### **Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC)** (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet)

Il ressort de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC) que cette action est à risque faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire)].

#### **Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles**

Conformément aux codes du CAD sur l'égalité entre les hommes et les femmes de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention G1 ce qui signifie que l'égalité entre les hommes et les femmes sera un objectif significatif de l'action. Cela implique que l'action visera à améliorer l'intégration de la dimension de genre dans les processus politiques et la révision des stratégies publiques, y inclus l'évaluation des politiques. La dimension de genre et l'égalité sont déjà intégrées dans la définition des activités du projet ; pendant la mise en œuvre une attention particulière sera mise dans le respect de ces principes dans la définition de modules de formation/méthodologie de travail, et aussi par rapport aux opportunités d'accès aux ateliers, cours de formation et appui aux projets d'entreprise. Les femmes porteuses de projets/entrepreneures sont considérées des bénéficiaires finales très importantes pour les retombées sociales de leurs activités économique (entreprises et/ou coopératives). La communication aussi (objectif spécifique 3) aura une attention particulière à la dimension genre, à travers la création et diffusion des message sensibles à l'égalité entre les sexes et à la leadership des femmes. L'action va contribuer au Plan d'Action Genre III (GAP III) 2021-2025 visant le domaine d'engagement thématique « Promouvoir les droits économiques et sociaux et l'autonomisation des filles et des femmes » et « Promotion de l'égalité en matière de participation et de responsabilité ».

### **Droits de l'homme**

L'action a une forte composante d'appui au secteur public, aux processus stratégiques et à la relation avec les secteurs de l'entreprise, de l'emploi et de la mobilité dans la sous-région. Les activités seront mises en œuvre sur la base de l'approche droits humain et sur l'application des droits humains pour tous : non-discrimination et égalité ; participation significative et inclusive et accès à la prise de décision ; responsabilité et primauté du droit pour tous ; la transparence et accès à l'information. Dans le cadre de la mise en œuvre, ces principes seront intégrés dans la définition de modules de formation/méthodologie de travail, et aussi par rapport aux opportunités d'accès aux ateliers, cours de formation et appui aux projets d'entreprise. La communication aussi (objectif spécifique 3) portera une attention particulière à l'inclusion, à la non-discrimination et à la transparence.

En particulier, une approche basée sur les droits humains et leur cinq principes opérationnels de l'approche seront pris en compte : appliquer tous les droits humains, pour toutes et tous ; participation significative et inclusive, et accès au processus décisionnel ; non-discrimination et égalité ; obligation de redevabilité et État de droit pour toutes et tous ; transparence et accès à des informations étayées par des données ventilées.

Tout au cours de l'action, la promotion des droits humains sera au cœur des différentes activités et notamment dans le cadre des actions de formation et d'élaboration des plans de développement locaux

De plus, l'action suivra le principe de laisser personne de côté ("Leave no one behind") en contribuant à mettre fin aux discriminations et à l'exclusion et de réduire les inégalités, ainsi comme « Ne pas nuire » (éviter d'exposer les gens à des risques supplémentaires par l'action). L'action mettra en place un système pour recevoir et faciliter la résolution des préoccupations et des griefs des parties prenantes concernant la performance sociale du projet.

### **Invalidité/Handicap**

Conformément aux codes du CAD sur l'invalidité/le handicap de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention D0. Cela implique que, bien que les questions liées au handicap ne constituent pas un objectif principal de cette action, les besoins spécifiques des personnes en situation d'handicap (y compris pour l'accès aux installations soutenues par ce projet) seront dûment évalués et pris en compte.

L'action garantira le respect des droits humains des personnes en situation de handicap, et les activités prévues liées à la formulation de projets, aux évaluations et autres seront inclusives en matière de handicap. L'action encouragera les partenaires et les participants au programme à prendre des initiatives pour protéger les personnes en situation de handicap et à inviter les organisations représentant les personnes en situation de handicap.

### **Réduction des inégalités**

Dans la phase de démarrage de l'action, une analyse socio-économique sera réalisée pour mettre en relation les déterminants des inégalités propres aux personnes ayant des besoins spécifiques dans les pays cibles, et les activités de l'action.

L'action pourrait contribuer directement ou indirectement à réduire les inégalités dans les pays d'origine et d'accueil des diasporas - y compris dans les zones rurales où les organisations de la diaspora ont tendance à s'engager. Les dialogues (forums) multi-acteurs Sud-sud auront l'objectif d'analyser le rôle des investissements de la diaspora pour la réduction des inégalités, et comment les états pourront faciliter ce processus. Les résultats de ces dialogues seront réfléchis dans la planification stratégique des pays cibles, avec un focus sur les investissements

décentralisés dans les régions. Le dialogue entre structures publiques et représentants de la diaspora sera mis en place dans les ateliers techniques. Les formations et l'accompagnement pour les porteurs des projets, e la création des entreprises et coopératives pourront contribuer à la création d'emploi, avec une attention particulière aux conditions de travail décentes et équitables.

#### **Démocratie**

Si le respect des valeurs démocratiques est inhérent à plusieurs des questions abordées dans le cadre du programme, la démocratie n'est pas l'axe principal de cette action. Toutefois, le cas échéant, les activités tiendront compte de cette priorité. Les activités seront basées sur les principes de non-discrimination, d'autodétermination et de participation des bénéficiaires.

#### **Sensibilité aux conflits, paix et résilience**

Pendant l'exécution de l'Action, il est essentiel que les activités soient développées dans un cadre constant de dialogue avec les autorités, les communautés locales et la population (dans les régions d'intervention pour les investissements des diasporas). Une analyse des conflits sera utilisée, et mise au jours tout au long de la durée de l'action. Surtout pour ce qui concerne le Mali, la sensibilité au conflit nécessite une constante compréhension du contexte, les possibles retombées de l'intervention et des approches qui puissent éviter les effets négatifs et optimiser les conséquences positives.

#### **Réduction des risques de catastrophes**

Lorsque cela est approprié aux contextes locaux, au niveau national ou régional, cette action intègre et promeut l'analyse et la réaction en matière de réduction des risques de catastrophe.

#### **Autres considérations, le cas échéant**

N/A

### 3.4 Risques et enseignements tirés

<b>Catégorie</b>	<b>Risques</b>	<b>Probabilité (élevée/ moyenne/ faible)</b>	<b>Impact (élevé/ moyen/ faible)</b>	<b>Mesures d'atténuation</b>
Environnement extérieur	Crises diplomatiques au niveau international	moyenne	élevé	Le projet continuera les activités dans la mesure du possible, avec les pays qui ne sont pas impliqués dans la crise. En attendant de retourner dans une modalité de mise en œuvre avec toutes les parties prenantes.
Environnement extérieur	Crises sécuritaires / sanitaires dans les pays cibles	moyenne	élevé	Le projet est flexible et en mesure de réagir aux changements potentiels des priorités des partenaires (les activités proposées dans les zones classifiées comme rouges ne seront pas prioritaires). Certaines activités pourront être organisées à distance.
Environnement extérieur	Faible implication des parties prenantes	moyen	élevé	La démarche de gestion du projet sera axée sur la co-construction, la responsabilisation et l'appropriation.
Environnement extérieur	Engagement limité sur les questions	moyen	moyen	Le projet fournira des moyens suffisants pour travailler avec les institutions et les

	transversales liées au genre, aux droits humains et à l'inclusivité de la part des partenaires publics ou privés			acteurs non étatiques sur l'importance de l'intégration de l'égalité des sexes, de l'approche fondée sur les droits humains et des droits des personnes vivant avec un handicap.
Personnes et organisation	Faible confiance entre diasporas et gouvernements, avec des effets négatifs sur les initiatives public-privés et sur l'investissement.	moyenne	élevé	Les représentants des diasporas seront engagés à travers plusieurs activités (dialogues de haut niveau, tables techniques, ateliers, etc.) avec une approche bottom-up. Dès le début du projet, le dialogue entre parties prenantes, en particulier secteur public-diaspora, sera au centre de toutes les initiatives.
Planification, processus et systèmes	Mauvaise performance des incubateurs ou sociétés qui supportent les projets d'entreprise	faible	élevé	La sélection des partenaires (incubateurs et autres consultants/sociétés privés) sera faite à travers les procédures standard pour garantir la qualité de leurs services et sensibilité aux questions de genre.
Aspects liés à la légalité et à la régularité	Cas d'irrégularité dans la sélection des projets d'entreprise	faible	élevé	Le concours pour les projets d'entreprise sera géré par le projet selon les standards internationaux pour éviter les conflits d'intérêts, la corruption et pour garantir le maximum de transparence en conformité avec les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme et aux entreprises.
Personnes et organisation	Changement/rotation rapide du personnel des agences publiques	moyenne	moyenne	Le projet discutera de cette problématique et des mesures d'atténuation pertinentes dès le début des opérations, avec les parties prenantes nationales.
Personnes et organisation	Capacité d'absorption limitée des parties prenantes (ressources humaines)	moyenne	moyenne	Une analyse sur les ressources humaines sera faite pendant la planification conjointe des activités (précondition pour la mise en œuvre des activités)
Planification, processus et systèmes	malentendus entre les parties prenantes (gouvernements-diasporas)	moyenne	élevé	L'équipe du projet et les points focaux dans les ministères et parmi les représentants des diasporas seront toujours en contact, pour apaiser tout incident de communication et maintenir un dialogue basé sur la transparence et la co-participation.

#### **Enseignements tirés :**

Le partenariat Sud-Sud dans le domaine migratoire a démontré ses potentiels, au vu de l'intérêt des pays partenaires du projet précédent (ACSS). Il apporte une réelle valeur ajoutée pour eux et pour les bénéficiaires des activités dans un domaine qui, par essence, transcende les frontières. D'une part, à travers sa dimension multi-pays, il

valorise et enrichit les actions menées au niveau national. D'autre part, la dimension Sud-Sud, permet d'achever des solutions locales adaptées aux pays et aux populations face à des enjeux proches, tels que la mobilisation des diasporas respectives pour le développement local. Les échanges avec les parties prenantes ont relevé que la coopération Sud-Sud répond à une dynamique au niveau du continent qui encourage l'apprentissage par les pairs et de co-constructions de solutions liées aux spécificités des différents pays.

La stratégie d'intervention multi-acteurs et multi-niveaux a enrichi la coopération entre acteurs étatiques au niveau central (principalement les directions respectives en charge des diasporas) par des partenariats entre acteurs spécialisés (par exemple, agences nationales de l'emploi, institutions de formations, etc.), et par les partenaires du niveau décentralisé (régions) et de la société civile (associations de migrants, incubateurs etc. y compris les organisations de défense des droits des femmes, des jeunes et d'autres personnes en situation de vulnérabilité). Cela a été bénéfique pour au moins deux raisons : elle a permis de renforcer l'impact pour les bénéficiaires finaux en renforçant les réseaux pertinents au plus proche d'eux ; elle a aussi permis de faire face à de nombreux changements au niveau institutionnel et politique.

La planification opérationnelle a été réalisée pour chaque pays dans une approche bottom-up en début de projet et révisée annuellement. Cela a permis de favoriser son appropriation par les pays et leurs différentes parties prenantes. Ainsi, les pays ont pu prioriser les domaines d'intervention en fonction de leurs besoins.

Les réseaux de multiplicateurs (pool de formateurs en matière de migration & développement, incubateurs, associations de la société civile) ont été clés pour faire vivre la coopération Sud-Sud, et ont favorisé l'adaptation de bonnes pratiques d'un pays à l'autre. Plusieurs réseaux ont par ailleurs été créés à l'initiative des bénéficiaires finaux, tels que le Réseau des Femmes transformatrices des produits du terroir, à l'issue d'une mission d'échange.

Les politiques et mécanismes dans le domaine migratoire doivent se baser sur une approche de genre inclusive afin de prendre en compte les différentes situations administratives des migrants, mais aussi de répondre à leurs besoins spécifiques qui varient selon leur sexe, âge et situation de handicap.

Par ailleurs, l'expérience acquise par la DG HOME dans ce domaine peut être une source d'inspiration quant à la manière d'atteindre et de communiquer avec un public cible et de changer les discours (dans ces cas-là sur la migration irrégulière vers l'UE). Des exemples de projets mis en œuvre dans la région sont : INFORMA (Sénégal, Gambie, Niger), LACE (Niger, Nigeria, Tunisie), SurMaRoute (Maroc, Tunisie) (tous financés dans le cadre de l'AMIF-2022-TF1-AG-INFO). De plus, la prise en compte du contenu journalistique produit par le projet InfoMigrants et de leur interaction avec les journalistes locaux pourrait être bénéfique dans le cadre de cette proposition.



### 3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action est que la coopération Sud-Sud, au niveau politique et technique, avec de forts liens avec la gouvernance locale, peut amener à des processus d'innovation et création d'entreprises, surtout micro-entreprises, coopératives et PME, avec des effets positifs sur la création d'emploi, en vue d'une meilleure inclusion des femmes et jeunes. L'hypothèse de base est que les membres des diaspora respectives du Maroc, du Sénégal, de la Côte d'Ivoire et du Mali ont un potentiel en termes de capacité d'investissement et transfert de compétences qui pourrait être mieux canalisé pour la création des entreprises, avec un retour positif sur l'emploi, inclus l'autonomisation des femmes et jeunes.

Une deuxième hypothèse est que les parties prenantes, surtout les représentants principaux du secteur public et privé, trouvent un espace de dialogue ouvert et positif, et que la confiance entre institutions et représentants des diasporas augmente avec des bénéfices pour la mise en œuvre des politiques et les possibilités d'investissement sensible au genre. Une autre hypothèse est qu'une communication centrée sur les opportunités et les effets positifs de la migration sur le développement, d'un côté donneront au public une perspective différente sur la migration et sur l'importance de la coopération Sud-Sud ; de l'autre des jeunes (et femmes aussi) seront incités à entreprendre leurs projets.

Si les activités centrées sur l'appui à la coopération Sud-Sud, au dialogue politique, à la planification stratégique au niveau nationale et locale auront des effets positifs, avec une collaboration entre gouvernements, agences publiques et secteur privé, les pays cibles pourront avoir des plans stratégiques sectoriels, qui prennent en compte l'intégration de l'investissement des diasporas et, plus en général, la thématique de la migration liées au développement, les droits humains et l'égalité entre les sexes ; en plus, la signature de conventions de coopération entre régions partenaires pourront développer des possibilités d'investissement au niveau locale. Au même moment, si les agences spécialisées (emploi, formation professionnelle, appui à l'entrepreneuriat, diaspora) participent de manière active aux activités de renforcement des capacités et connaissances, il y aura des effets positifs sur leur système de réseautage et sur la qualité et efficacité du service public pour la création d'entreprises et emplois – en traduisant, au niveau sectoriel et locale, les acquis de la coopération Sud-Sud.

Si le dialogue au niveau technique entre gouvernement (agences spécialisées) et diaspora est institutionnalisé dans des tables techniques et s'il y a un programme efficace et durable de renforcement des capacités pour les structures nationales et locales de soutien à l'investissement et pour la promotion de l'emploi, les services publics seront dans la mesure de mieux accompagner les investisseurs et le jeunes à la recherche d'emploi.

Si le partenariat avec les universités et centres de recherche se déroule positivement, les agences publiques et les partenaires technique et financier auront à disposition des données, des études et des informations plus complètes pour l'investissement et le marché du travail sensible au genre. Si les services-incubateurs participent aux programmes de formation et ateliers techniques, pourront améliorer leur compétence, en relation au support des micro-entreprises, coopératives et PME et à l'investissement potentiel de la diaspora. Au même moment, si les porteurs de projet sont formés, avec un programme de mentorat, seront dans la mesure de présenter des projets plus liés aux opportunités du marché (et à participer au concours pour l'investissement de la diaspora). Tout cela se traduisant en un accompagnement plus efficace et équitable des diasporas pour l'emploi.

Si l'assistance technique aux agences publiques en termes de stratégie de communication sera efficace, et en mesure de promouvoir l'égalité hommes et femmes et le respect des droits humains (y compris les droits des personnes vivant avec un handicap) alors la communication entre secteurs public et privé, en particulier avec les membres de la diaspora, pourra amener à une meilleure diffusion des informations sur les opportunités d'investissement et, en général, à un niveau de confiance plus élevé entre les parties prenantes. Au même moment, à travers les activités avec les médias, et en tenant compte de l'approche droits humains et genre, le public sera informé sur les dynamiques positives de la migration et le développement.

À travers une coopération Sud-Sud renforcée et orientée à la migration pour le développement, ensemble avec une collaboration positive entre secteurs public et privé, et avec des services d'accompagnement à la diaspora et pour l'emploi plus efficaces, alors l'exploitation du potentiel des diasporas sera efficace, avec des retombées positives sur la création d'entreprises, l'emploi, l'inclusion des jeunes et l'économie en général.

### 3.6 Matrice du cadre logique à titre indicatif

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, de l'établissement des rapports et de l'évaluation de l'intervention. Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être élaboré au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être indiquées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à ce document d'action, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles (jalons) intermédiaires pour les indicateurs des produits attendus et des réalisations si besoin.

- Le premier rapport d'avancement doit inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de référence/cibles).
- Les rapports d'avancement doivent fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final doit inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice du cadre logique indicatif peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les produits attendus et les indicateurs, valeurs cibles et valeurs de référence associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucune modification n'étant nécessaire à la décision de financement.

MODALITÉ DE PROJET (3 niveaux de résultats / indicateurs / source de données / hypothèses – pas d'activités)

Résultats	Chaîne des résultats : Principaux résultats attendus (10 au maximum)	Indicateurs (@): (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
<b>Impact</b>	Le potentiel des diasporas pour le développement socio-économique dans les pays cibles est valorisé).	<p>1 Nombre des projets financés actives 6 mois après la fin de l'action / par pays (projets de développement local ; entreprises et coopératives) tout en veillant à accroître la participation des femmes.</p> <p>2 % de demandeurs d'emploi ayant trouvé un emploi formel dans les 6 mois suivant leur participation à une intervention financée par l'UE, ventilé par sexe, groupe de population, statut de handicap, âge</p> <p>3 Nombre de programmes gouvernementaux mis en œuvre afin d'améliorer la capacité des femmes à profiter des possibilités d'emploi et d'entrepreneuriat, y compris</p>	<p>1 0 (à définir)</p> <p>2 0 (à définir)</p> <p>3 0 (à définir)</p>	<p>1 58</p> <p>2 (à définir)</p> <p>3 (à définir)</p>	<p>1 Statistiques des autorités locales et nationales ; rapports du projet ; statistiques des représentants des entreprises et des syndicats.</p> <p>2 Idem</p> <p>3 Idem</p>	<i>Non applicable</i>

		d'entrepreneuriat social, offertes par la transformation numérique. GAP III				
<b>Effet 1 - Renforcer la coopération institutionnelle Sud-Sud pour l'engagement des diasporas</b>	1. La coopération institutionnelle Sud-Sud pour l'engagement des diasporas est renforcée.	<p>1.1 Nombre de documents d'entente politique (Déclaration commune, Communiqué, Protocol d'accord) sur la coopération Sud-Sud entre les pays cibles</p> <p>1.2 % de mise en œuvre des activités des 4 plans d'actions nationaux en matière de mobilisation des diasporas</p> <p>1.3 Nombre de projets de développement démarrés à la suite des conventions de coopération entre régions partenaires</p>	<p>1.1 0</p> <p>1.2 0</p> <p>1.3 0</p>	<p>1.1 3</p> <p>1.2 20%</p> <p>1.3 8</p>	<p>1.1 Document d'entente politique ; rapport de la rencontre internationale</p> <p>1.2 Évaluation des plans d'actions nationaux en matière de mobilisation des diasporas</p> <p>1.3 Copie des conventions.</p>	<p>Stabilité politique dans les pays cibles, et haut niveau de coordination entre les gouvernements.</p> <p>Les projets de développement local sont considérés rentables par les diasporas</p>
<b>Effet 2 - Promouvoir l'accompagnement des diasporas par les structures publiques et privées spécialisées en matière d'entrepreneuriat et emploi</b>	2. L'accompagnement des diasporas par les structures publiques et privées spécialisées en matière d'entrepreneuriat et l'emploi est promu.	<p>2.1 Nombre d'entreprises créées grâce aux services (« business development ») fournis par l'intervention financée par l'UE, ventilé par statut d'enregistrement (non enregistré, en cours, entièrement enregistré), secteur économique, âge et sexe des propriétaires.</p> <p>2.2 Nombre de femmes bénéficiaires de services de développement d'entreprises qui ont enregistré leur propre entreprise, y compris les entreprises sociales (ventilé par sexe, âge et situation de handicap où possible)</p>	<p>2.1 0</p> <p>2.2 0</p>	<p>2.1 50</p> <p>2.2 20</p>	<p>2.1 Rapports de suivi du projet ; Documents de registration des entreprises ou coopératives.</p> <p>2.2 Rapports de suivi du projet ; Documents de registration des entreprises ou coopératives.</p>	<p>Collaboration transparente et efficace entre autorités locales, secteur privé et diasporas</p> <p>Les agences publiques et les incubateurs privés ont la capacité d'appuyer les projets.</p> <p>Les projets financés sont en ligne avec le marché</p>
<b>Effet 3 - Améliorer l'information dans les médias sur le potentiel</b>	3 L'information dans les médias sur le potentiel des diasporas pour	3.1 Nombre de Stratégies de communication ministérielles mises à jour en tenant en compte l'approche	3.1 0	3.1 6	3.1 Rapports du projet ; copies des	Attention des media pour les aspects liés à la

<b>des diasporas pour le développement dans les pays cibles</b>	le développement dans les pays cibles est améliorée	<p>genre (engagement de la diaspora / migration et développement / droits humaines / dimension de genre)</p> <p>3.2 Audience atteinte dans les pays cibles avec les initiatives de communication sensible au genre (visualisations pour le web, audience TV et radio, lecteurs pour la presse, etc.)</p> <p>3.3 Mesure dans laquelle les médias locaux et nationaux remettent en question les normes sociales discriminatoires et les stéréotypes de genre concernant la participation et le leadership des femmes et filles</p>	<p>3.2 0</p> <p>3.3 A définir</p>	<p>3.2 20.000 par pays</p> <p>3.3 A définir</p>	<p>stratégies ; rapports ministériels</p> <p>3.2 Rapport d'une agence en communication</p>	<p>migration et au développement (y inclus les stéréotypes de genre)</p>
<b>Produit 1</b> <b>lié à l'Effet 1</b>	1.1 La coordination au niveau sous-régional, national et local des politiques pour l'investissement des diasporas et la création d'emploi est renforcée en tenant compte un approche genre et basé sur les droits humains.	<p>1.1.1 Nombre de dialogues (fora) multi-acteurs Sud-Sud pour les pays cibles</p> <p>1.1.2 Nombre de participants aux dialogues multi-acteurs Sud-Sud (ventilé par sexe, âge et situation de handicap où possible)</p>	<p>1.1.1 0</p> <p>1.1.2 0</p>	<p>1.1.1 3</p> <p>1.1.2 90 (dont au moins 40% femmes)</p>	<p>1.1 Rapports de suivi du projet</p>	
<b>Produit 2</b> <b>lié à l' Effet 1</b>	1.2 Convention(s) de coopération entre régions partenaires des pays concernés portant sur le développement régional via l'engagement de leurs diasporas élaborées en tenant en compte le point de vue du genre et une approche basée sur les droits humains.	<p>1.2.1 Nombre de participants aux rencontres coopération Sud-Sud entre Régions partenaires tout en veillant à accroître la participation des femmes (Ventilé par sexe, âge et situation de handicap où possible)</p> <p>1.2.2 Nombre de conventions de coopération entre régions partenaires portant sur le développement régional via l'engagement de leurs diasporas sont conclues et élaborés en tenant en compte l'approche genre (ventilé par sexe, âge et situation de handicap où possible).</p>	<p>1.2.1 0</p> <p>1.2.2 0</p>	<p>1.2.2 120 (dont au moins 40% femmes)</p> <p>1.2.3 3</p>	<p>1.2 Rapports de suivi du projet</p>	

<b>Produit 3</b>  <b>lié à l' Effet 1</b>	1.3 Les plans stratégiques sectoriels sont révisés avec l'intégration des thématiques liées à l'engagement de la diaspora pour l'emploi, et d'un point de vue du genre et d'une approche basée sur les droits humains.	1.3.1 Nombre d'ateliers techniques d'appui à la planification  1.3.2 Nombre de participants aux ateliers techniques d'appui à la planification stratégique (ventilé par sexe, âge et situation de handicap où possible)	1.3.1 0  1.3.2 0	1.3.1 8  1.3.2 200 (dont au moins 40% femmes)	2.1.1 Rapports de suivi du projet	
<b>Produit 4</b>  <b>lié à l' Effet 1</b>	1.4 La mise en réseau entre les agences spécialisées (emploi, formation professionnelle, appui à l'entrepreneuriat, diaspora) des pays cibles est renforcée avec une approche axée sur le genre et fondée sur les droits humains	1.4.1 Nombre de rencontres de coordination (niveau national et international) entre les agences spécialisées (emploi, formation professionnelle, appui à l'entrepreneuriat, diaspora)  1.4.2 Nombre de participants aux rencontres de coordination (ventilé par sexe, âge et situation de handicap où possible)	1.4.1 0  1.4.2 0	1.4.1 8  1.4.2 160 (dont au moins 40% femmes)	1.4 Rapports de suivi du projet	
<b>Produit 1</b>  <b>lié à l' Effet 2</b>	2.1 La coordination entre représentants de la diaspora et les agences publiques spécialisées dans les pays concernés est renforcée.	2.1.1 Nombre d'ateliers techniques élaborés en tenant en compte l'approche genre avec les représentants des diasporas  2.1.2 Nombre de participants aux ateliers techniques (ventilé par sexe, âge et situation de handicap où possible)	2.1.1 0  2.1.2 0	2.1.1 12 (2 par pays)  2.1.2 200 (dont au moins 40% femmes)	2.2 Rapports de suivi du projet	
<b>Produit 2</b>  <b>lié à l' Effet 2</b>	2.2 Les connaissances des acteurs clés publiques et privés dans les pays concernés en matière de diaspora pour le développement (entrepreneuriat et création d'emploi) et pour la promotion de l'égalité des genres sont approfondies.	2.2.1 Nombre d'études / analyses élaborés en tenant compte l'approche genre par les partenaires (universités et centres de recherche indépendants)  2.2.2 Nombre d'acteurs pertinents (entreprises du secteur privé, ministères, etc.) incités à adopter des processus visant à améliorer l'autonomisation économique des femmes/à éliminer les obstacles à l'accès des femmes au marché dans un secteur donné (cadre de résultats du service des IPEG (GAP II))	2.2.1 0  2.2.2 à définir	2.2.1 8  2.2.2 à définir	2.2. Rapports de suivi du projet	

<b>Produit 3</b> <b>lié à l' Effet 2</b>	2.3 Les porteurs de projets (avec une attention particulière aux femmes entrepreneures dans toute leur diversité) ont acquis les capacités pour démarrer et développer leurs projets (y compris pour ce qui concerne la durabilité environnementale et climatique).	<p>2.3.1 Nombre de participants aux cycles de formation (ventilé par sexe, âge et situation de handicap où possible)</p> <p>2.3.2 Tool box pour les porteurs de projets</p> <p>2.3.3 Nombre de participants au concours qui sont sélectionnés (ventilé par sexe, âge et situation de handicap où possible)</p> <p>2.3.4 Nombre de femmes ayant bénéficié de programmes d'enseignement et de formation professionnels/de développement des compétences et d'autres politiques actives du marché du travail ayant débouché. GAPIII</p>	<p>2.3.1 0</p> <p>2.3.2 0</p> <p>2.3.3 0</p> <p>2.3.4 0</p>	<p>2.3.1 160 (dont au moins 40% femmes)</p> <p>2.3.2 1</p> <p>2.3.3 48 (en total pour les 6 pays) (dont au moins 40% femmes)</p> <p>2.3.4 à définir</p>	2.3 Rapports de suivi du projet	
<b>Produit 1</b> <b>lié à l' Effet 3</b>	3.1 Les connaissances des journalistes et représentants des média sur les secteurs d'activités où les migrants/diaspora sont les plus actifs ou représentés sont renforcées, y compris dans la dimension de genre.	<p>3.1.1 Nombre de participants aux cycles de Formation/sensibilisation (ventilé par sexe, âge et situation de handicap où possible)</p> <p>3.1.2 Pourcentage des réponses correctes (test avant et après la formation)</p>	<p>3.1.1 0</p> <p>3.1.2 50%</p>	<p>3.1.1 120 (dont au moins 40% femmes)</p> <p>3.1.2 75%</p>	3.1 Rapports de suivi du projet	
<b>Produit 2</b> <b>lié à l' Effet 3</b>	3.2 Les produits d'information sur les secteurs porteurs pour les travailleurs migrants et pour les investissements de la diaspora (avec une attention particulière pour la dimension genre et d'une approche basée sur les droits humains) sont élaborés.	3.2.1 Nombre de participants au Concours média / journalistique (ventilé par sexe, âge et situation de handicap où possible)	3.2.1 0	3.2.1 120 (20 par pays dont au moins 40% femmes)	3.2 Rapports de suivi du projet	
<b>Produit 3</b> <b>lié à l' Effet 3</b>	3.3 Les Stratégies de communication des agences spécialisées sont révisées avec la diaspora, y compris sous le prisme de genre,	3.3.1 Nombre de participants aux ateliers techniques (ventilé par sexe, âge et situation de handicap où possible)	3.3.1 0	3.3.1 120 (dont au moins 40% femmes)	3.3 Rapports de suivi du projet	

## 4 MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

### 4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il n'est pas envisagé de conclure une convention de financement avec les territoires partenaires.

### 4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 60 mois à compter de l'adoption par la Commission de la présente décision de financement. La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

### 4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

N.A.

### 4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE<sup>11</sup>.

#### 4.4.1 Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution

La présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec Société Allemande pour la Coopération Internationale (GIZ). Cette mise en œuvre implique la promotion de l'entrepreneuriat et la création d'emplois des diasporas dans les pays ciblés et elle contribuera aux résultats escomptés dans le cadre des objectifs spécifiques suivants :

1. Renforcer la coopération institutionnelle Sud-Sud pour l'engagement des diasporas.
2. Promouvoir l'accompagnement des diasporas par les structures publiques et privées spécialisées en matière d'entrepreneuriat et emploi.
3. Améliorer l'information dans les médias sur le potentiel des diasporas pour le développement dans les pays cibles

L'entité envisagée a été sélectionnée sur la base des critères suivants :

- Capacité technique et opérationnelle dans le(s) secteur ciblé(s) y compris dans la gestion de la migration et dans la gestion de dialogues politiques (au niveaux continental, régional et sous-régional) sur la migration légale et la mobilité ;
- Capacité administrative et expérience avérée dans la mise en œuvre de ce type d'intervention en raison de son mandat ;
- Capacité démontrée à mobiliser des antennes dans les divers pays ciblés et coordonner avec diverses parties prenantes au niveau local, national et international (ministères nationaux, autorités locales, organisations internationales et ONG).

En cas d'échec des négociations avec l'entité susmentionnée, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec le groupe AFD (dont EF). La mise en œuvre par cette entité de remplacement serait justifiée sur la base des mêmes critères. En effet, tant GIZ comme le Groupe AFD (à

<sup>11</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site internet, c'est la version du JO qui fait foi.

travers EF) étaient partenaires du projet « Action de Coopération Sud-Sud en matière de migration » (ACSS) dont cette action représente la suite.

Si l'entité envisagée et l'entité de remplacement susmentionnée devaient être remplacée, les services de la Commission peuvent sélectionner une autre entité de remplacement sur la base des mêmes critères.

#### 4.5. Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI – Europe dans le monde).

#### 4.6. Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'Union (montant en EUR)	Contribution de tiers (montant en EUR)
<b>Modalités de mise en œuvre</b> – voir section 4.4		
Objectifs spécifiques : 1. Renforcer la coopération institutionnelle Sud-Sud pour l'engagement des diasporas. 2. Promouvoir l'accompagnement des diasporas par les structures publiques spécialisées en matière d'entrepreneuriat et emploi. 3. Améliorer l'information dans les médias sur le potentiel des diasporas pour le développement dans les pays cibles Composé de	5 000 000	400 000
Gestion indirecte avec une entité d'un État membre ayant fait l'objet d'une évaluation des piliers – voir section 4.4.1	5 000 000	N.A
<b>Évaluation</b> – voir section 5.2 <b>Audit</b> – voir section 5.3	Sera couvert par une autre décision	N.A.
<b>Totaux</b>	5 000 000	400 000

#### 4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

La Commission européenne, via la Délégation de l'UE en Côte d'Ivoire, sera la cheffe de file pour coordonner la mise en œuvre de cette action. Le bureau de la GIZ au Maroc, en étroite collaboration avec les autres bureaux de la GIZ dans les pays cibles, sera l'entité garantissant l'exécution du programme.

La supervision du programme sera garantie par :

Un Comité de pilotage stratégique régional

Le Comité stratégique régional se réunira sur base annuelle pour donner les lignes directrices stratégiques pour l'exécution du projet et il veillera à l'articulation entre le niveau régional et le niveau national en assurant une liaison fluide avec le comité technique de chaque pays. Il validera la programmation annuelle et en suivra l'exécution, le cas échéant, il prendra en considération des adaptations dans la stratégie. Dans ce comité



participeront : la Commission européenne via la DUE en Côte d'Ivoire qui garantira la coordination avec les autres DUEs ou les représentera si celles-ci ne participent pas directement ; le bureau de la GIZ au Maroc qui garantira la coordination avec les autres bureaux de la GIZ des pays cibles ou les représentera si ceux-ci ne participent pas directement, et les autres partenaires éventuels de mise en œuvre de l'action complémentaire sur la mobilité estudiantine ainsi que tout autre éventuelle action Sud-Sud qui serait synergique. En fonction des sujets à examiner, les réunions seront ouvertes à la participation des acteurs étatiques au niveau national ou local.

Le comité stratégique sera coprésidé par les représentants des autorités nationales et du partenaire de mise en œuvre.

Un Comité technique par pays cible. Le comité technique, composé de points focaux du partenaire chargé de la mise en œuvre dans chaque pays, veillera à ce qu'un suivi en temps utile de l'action ainsi qu'une coordination et une synergie harmonieuses entre les différentes composantes de l'action et d'autres interventions financées par l'UE et les États membres puissent avoir lieu.

Le Comité technique pays fera la supervision mensuelle sur l'exécution des activités dans le pays et l'harmonisation avec la stratégie commune. Il pourra résoudre des difficultés éventuelles quant à la mise en œuvre. Il garantira aussi l'engagement de toutes les parties prenantes nationales. Dans chacun de ces comités, participeront : le bureau national de la GIZ et les autorités du pays concerné. Ce comité sera aussi ouvert à la participation de la Commission européenne par le biais de la DUE du pays concerné. Le partenaire d'implémentation de la composante mobilité estudiantine sera aussi partie prenante de ces comités. En fonction des sujets à examiner, les réunions seront ouvertes à la participation des acteurs étatiques au niveau national ou local, aux organisations de la société civile et aux autres parties prenantes concernées, y compris celles en contact direct avec les bénéficiaires, et aux États membres de l'UE qui financent des projets qui pourraient être synergiques.

Les comités techniques seront coprésidés par des représentants des autorités nationales et du/es partenaire/s de mise en œuvre.

L'action sera incluse dans les mécanismes de coordination/groupes de travail nationaux nouveaux et existants entre Institutions et principales parties prenantes dans chacun des pays ciblés, y compris celles placées sous la direction des Délégations de l'UE, dans le but ultime de favoriser les synergies, y compris avec d'autres fonds de l'UE et des États membres.

Dans le cadre de sa prérogative d'exécution du budget et afin de préserver les intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour régir la mise en œuvre de l'action et peut signer ou s'engager dans des déclarations conjointes, dans le but de renforcer la visibilité de l'Union et de sa contribution à la présente action et d'assurer une coordination efficace.

## 5 MESURE DES PERFORMANCES

### 5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport fournit un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (produits et réalisations directes) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

Un outil synthétique de suivi mensuel de l'état d'avancement du projet sera produit sur la base de ce qui avait été mis en place dans l'ACSS. Au cas où l'autre action complémentaire était confirmée celle-ci serait reprise

aussi dans l'outil de suivi mensuel. Le suivi de cette action s'inscrira aussi dans le cadre du système de suivi des Initiatives Équipe Europe des deux routes migratoires.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données :

Le suivi et la collecte des données / informations sur l'état d'avancement du projet, en relation avec les indicateurs du cadre logique, seront sous la responsabilité de l'équipe du projet et du partenaire national dans chaque pays.

Chaque rapport devra fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'atteinte de résultats - selon les indicateurs correspondants.

Tous les suivis et rapports évalueront la manière dont l'action tient compte du principe d'égalité entre les hommes et les femmes, d'une approche fondée sur les droits humains et des droits des personnes vivant avec un handicap, y compris l'inclusion et la diversité. Les indicateurs sont désagregés au moins par sexe et par âge, et par incapacité si possible.

## 5.2 Évaluation

Compte tenu de la nature de l'action, une ou plusieurs évaluations à mi-parcours et finales seront réalisées, pour cette action ou ses composantes, à travers des consultants indépendants ou une mission conjointe avec un partenaire d'exécution.

L'évaluation sera menée à des fins de résolution de problèmes, de responsabilisation et d'apprentissage à différents niveaux, en tenant compte en particulier du fait que plusieurs approches innovantes seront testées dans le domaine de la coopération sud-sud et l'engagement de la diaspora au niveau local. L'évaluation pourra donner des enseignements fondamentaux sur la manière dont le projet évolue. Cette évaluation sera entreprise en collaboration avec les organisations participantes.

Les rapports d'évaluation seront partagés avec les pays partenaires et d'autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations et, le cas échéant, décident conjointement des mesures de suivi à prendre et des ajustements nécessaires.

L'évaluation considèrera l'incidence de l'intervention sur les plus vulnérables, y compris en prenant en compte les objectifs de réduction des inégalités et les indicateurs d'inégalité pertinents au vu de l'analyse socio-économique produite pendant la phase de démarrage de l'action pour mettre en relation les déterminants des inégalités dans les pays cibles, et les activités de l'action.

L'évaluation analysera les résultats en matière d'égalité des sexes et de droits de l'homme, et aussi la mise en œuvre des principes de travail de l'approche fondée sur les droits (participation, non-discrimination, responsabilité et transparence). Toutes les évaluations analyseront la manière dont l'action prend en considération une approche basée sur les droits humains ainsi que la manière dont elle participe à l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes. L'expertise sur les droits humains et l'égalité de genre sera assurée par les équipes d'évaluation

## 5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions. Dans cette mesure, ils doivent se conformer aux instructions données dans le document d'orientation de 2022 sur les communications et l'augmentation de la visibilité de l'UE : Orientations pour l'action extérieure (ou tout document successeur).

## 6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027, une nouvelle approche pour la mise en commun, la programmation et le déploiement des ressources en matière de communication stratégique et de diplomatie publique sera adoptée.

Conformément au document «Communiquer et accroître la visibilité de l'UE –Orientations relatives aux actions extérieures», publié en 2022, la communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'Union, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'Union et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées. Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'Union.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces ressources seront prévues dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

La charte de communication spécifique sur la communication dans le cadre du projet sera définie lors de la phase de mise en œuvre. La charte sera réévaluée et intégrera les éventuelles composantes supplémentaires qui seront décidées afin d'assurer une communication commune entre les deux projets/actions complémentaires.

## Annexe 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une intervention primaire (projet/programme) est un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. La détermination du niveau de l'intervention primaire permettra:

d'articuler les actions ou les contrats en fonction d'une chaîne des résultats attendus et de leur permettre ainsi d'assurer un suivi et un compte rendu efficaces des performances;

de différencier ces actions ou contrats de ceux qui ne produisent pas de résultats en matière de développement directement mesurables, définis comme des entités de soutien (c'est-à-dire des audits, des évaluations);

de disposer d'une cartographie complète et exhaustive de toutes les actions et de tous les contrats porteurs de résultats.

Les interventions primaires sont indiquées lors de la conception de chaque action par le service responsable (délégation ou unité opérationnelle du siège).

Le niveau de l'intervention primaire choisi peut être modifié (directement dans OPSYS) et la modification ne constitue pas une modification du document d'action.

Le niveau d'intervention pour la présente action est indiqué comme (cochez l'une des quatre options suivantes);

Niveau Contrat		
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	Convention de contribution avec GIZ